

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET
POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE



UNIVERSITE ABDERAHMANE MIRA-BEJAIA

**FACULTE : SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES SCIENCES DE
GESTION.**

DEPARTEMENT :SCIENCES COMMERCIALES.

OPTION : COMMERCE INTERNATIONAL ET LOGISTIQUE

Exposé

Dispositifs Et Outils D'aide à La Création D'entreprise E n Algérie

Présenté par :

Atmani imene

Boudraa menad

Cheurfa khellaf

Oussar hicham

Année Universitaire : 2022-2023

Introduction :

L'emploi des jeunes diplômés de l'université est sérieusement affecté, en raison du fait d'un secteur industriel inefficace et l'arrivée sur le marché de l'emploi de milliers de jeunes diplômés qui sortent chaque année de l'université algérienne. Le problème des jeunes diplômés se pose avec acuité, à cause de l'incapacité de l'Etat à créer des emplois

Beaucoup de facilitations ont été données, notamment le financement, l'accompagnement ainsi que les exonérations d'impôts pendant les premières années de démarrage

Donc quels sont Les dispositifs et les outils d'aide des entrepreneurs en Algérie ?

Section 01 : Présentation des dispositifs d'aide à la création d'entreprise

1- La Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) :

- La caisse vise les chômeurs de la tranche d'âge entre 30 et 50 ans, qui investissent dans des activités industrielles, artisanales, agriculture, hydraulique et des services, pour des montants d'investissement pouvant atteindre 10 millions DA

Le financement du projet est constitué de :

- L'apport personnel du chômeur promoteur
- Le prêt non rémunéré de la CNAC. Le montant varie selon le niveau d'investissement
- Le crédit bancaire dont une partie des intérêts est bonifiée par la CNAC, garanti par le Fond de Caution Mutuelle de Garantie (FCMG) à hauteur de 70%
- Le financement est structuré en deux niveaux différents selon le seuil de l'investissement :
- **Niveau 01 : avec un coût d'investissement inférieur ou égal à 5 millions DA repartis en trois :**
- **Tableau n° 01:** Le montant d'investissement inférieur ou égal à 5 millions de DA

Apport personnel	Prêt sans intérêt	Crédit bancaire
1%	29%	70%

Source : Etablir par nos à partir des données de la CNAC.

- **Niveau 02 : avec un coût d'investissement supérieur à 5 millions DA et inférieur à 10 millions DA repartis en trois :**
- **Tableau n° 02:** Le montant d'investissement supérieur à 5 millions DA et inférieur à 10 millions DA

Apport personnel	Prêt sans intérêt	Crédit bancaire
2%	28%	70%

Source : Etablir par nos à partir des donnés de la CNAC.

La caisse assure également les tâches suivantes :

- Propose un crédit sans intérêts
- Accompagnement personnel aux porteurs de projets
- Franchise de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) pour l'acquisition de biens d'équipement et de services entrant directement dans la réalisation de l'investissement

2- l'Agence Nationale de Gestion de Microcrédit (ANGEM) :

- **Elle a été créée par la décision du conseil de gouvernement du 16 décembre 2003 qui a adopté le décret exécutif n° 04-14 du 22 janvier 2004. L'ANGEM est un organisme à caractère spécifique qui a pour missions de :**
- Créer le dispositif du microcrédit conformément à la législation et à la réglementation en vigueur
- Soutenir, conseiller et accompagner les bénéficiaires du micro crédit dans la mise en œuvre de leurs activités
- Notifier aux bénéficiaires dont les projets sont éligibles au dispositif, les différentes aides qui leur sont accordées
- Organisation de salons (exposition – vente) régionaux et nationaux des produits du micro crédit
- **L'ANGEM propose deux formes de financements :**
- Le financement de la matière première : le seuil de l'investissement est de 100.000 de dinars (DA), réparti en un prêt non rémunéré

Le financement triangulaire : le coût de l'investissement est compris entre 100.000 DA et 1.000.000 DA.

3- Agence Nationale de Développement de l'Investissement (ANDI) :

- Initialement APSI, Agence de Promotion, de Soutien et de Suivi de l'Investissement de 1993 à 2001, puis ANDI, Agence Nationale de Développement de l'Investissement,

cette institution gouvernementale s'est vue confier la mission de facilitation, de promotion et d'accompagnement de l'investissement. C'est un établissement public à caractère administratif pour fournir des services aux investisseurs nationaux et étrangers

- **L'ANDI a pour missions :**

- La promotion des investissements en Algérie et à l'étranger
- La facilitation de la pratique des affaires, la réalisation des projets, et l'avancement des projets
- L'assistance, l'aide et l'accompagnement des investisseurs
- L'information et la sensibilisation des milieux d'affaires

4-L'Agence National de Soutien à l'Emploi des Jeunes (ANSEJ):

- L'Agence National de Soutien à l'Emploi des Jeunes, par abréviation ANSEJ, créée en 1996, s'adresse aux jeunes chômeurs situés dans la tranche d'âge 19-35ans. ANSEJ accompagne les porteurs de projets pour la création et l'extension des micro-entreprises de production de biens et de services
- **Les caractéristiques de l'ANSEJ :**
- **La simplicité :** les dossiers d'investissements présentés à l'ANSEJ par les jeunes promoteurs ne sont pas soumis à des instances spécialisées telles que les comités techniques et autres commissions de sélection. L'attestation d'éligibilité au dispositif est délivrée par les services de l'ANSEJ sur la base d'une étude de faisabilité du projet et après un entretien d'orientation avec le chargé d'études de l'Agence qui vérifie également les critères réglementaires d'éligibilité des jeunes promoteurs
- **La transparence :** les critères d'éligibilité au dispositif sont clairement énoncés dans les textes réglementaires :
- L'âge du promoteur : le promoteur doit être âgé entre 19 ans et 35 ans
- La situation de chômage : les promoteurs doivent être en situation de chômage au moment du dépôt de leurs dossiers
- La qualification : les promoteurs doivent disposer de qualifications en rapport avec l'activité projetée.
- **La souplesse :** le chargé d'études de l'Agence a pour mission d'aider les jeunes promoteurs à configurer leurs projets. De plus, le dispositif de l'ANSEJ offre aux jeunes créateurs de micro entreprises, des avantages fiscaux et parafiscaux qui sont essentiellement :
- La franchise de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) pour l'acquisition des biens d'équipement en phase de création de projet

- L'exonération totale d'impôts pendant les trois premières années de mise en exploitation du projet

En novembre 2020, un décret change le nom de l'ANSEJ, désormais intitulée « Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat » ou « ANADE ».

- L'ANADE est avant tout une banque de données, qui met à la disposition des jeunes promoteurs toutes les informations de nature économique, législative et réglementaires relatives à l'exercice de leurs activités. Au sein de l'agence, les jeunes promoteurs peuvent trouver une assistance dans le processus du montage et de mobilisation de crédit. L'agence est placée sous la tutelle de ministère délégué auprès du premier ministre chargé de la micro entreprise. Le suivi opérationnel de l'ensemble de l'ANADE des activités est exercé également par le ministre chargé des micros entreprises

Objectifs de l'ANADE :

- Soutenir, conseiller et accompagner les porteurs de projets à la création d'activités.
- Mettre à la disposition des porteurs de projets toute information économique, technique, législative et réglementaire relative à leurs activités.
- Développer des relations avec les différents partenaires du dispositif (banques, impôts, CNAS et CASNOS, etc.).
- Développer un partenariat intersectoriel pour l'identification des opportunités d'investissement – divers secteurs.
- Assurer une formation sur la technique de gestion de la micro-entreprise au profit des porteurs de projets.
- Encourager toute autre forme d'actions et de mesures pour la promotion de la création et l'extension d'activité.

Section 02 : Les structures d'appui à la création d'entreprise

- Parmi ces diverses institutions nous pouvons citer :

1- Fonds de garantie des Crédits aux PME (FGAR) :

- Le Fonds de garantie des Crédits aux PME dénommé (FGAR), est créé par décret exécutif n° 02-373 du 11 novembre 2002
- L'objectif principal du FGAR est de faciliter l'accès aux financements bancaires à moyen terme afin de supporter le démarrage et l'expansion des PME, en accordant des

garanties de crédits aux banques commerciales, afin de compléter le montage financier de projets d'entreprises, viables et orientées vers la création et/ou le développement d'entreprises

- **Missions du FGAR :**

- augmenter la garantie des crédits aux PME
- Garantir les relais des programmes mis en place en faveur des PME par les institutions internationales
- Assurer le conseil et l'assistance technique en faveur des PME bénéficiaires de la garantie du fonds

2-Les centres de facilitation :

- Les centres de facilitation constituent un espace d'animation économique destiné à rendre l'information disponible et à accompagner les porteurs de projets à concrétiser leurs projets d'investissement par une assistance technique adaptée et par la mise à disposition d'idées de projets pour valoriser les potentialités régionales
- **Principales missions des centres de facilitation :**
- Offrir un guichet adapté aux besoins des créateurs d'entreprises et des entrepreneurs
- Développer la culture d'entreprise
- Réduire les délais de création, d'expansion et de reprise des entreprises

3-Les pépinières d'entreprises :

- Les pépinières d'entreprises contribuent de manière très efficace à la réduction de la mortalité au sein de la population des PME, par des actions d'accompagnement, de coaching et de formation adaptées permettant d'améliorer le management de la PME
- **Principales missions des pépinières d'entreprise :**
- développer une synergie avec l'environnement de l'entrepreneuriat
- Participer à l'animation économique dans le lieu d'implantation
- favoriser l'émergence de projets innovants
- apporter un soutien aux nouveaux créateurs d'entreprises
- inciter les entreprises à mieux se structurer

4-Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement (CGCI) :

- La Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement (CGCI) est une société créée par Décret Présidentiel 04 -134 du 19 avril 2004 dans le but de soutenir la création et le développement de la PME en lui facilitant l'accès au crédit
- Elle est dotée d'un capital social autorisé de 30 Milliards DA, souscrit à concurrence de 20 Milliards DA, détenu à hauteur de 60% par le Trésor public et 40% par les banques (BNA, BEA, CPA, BDL et CNEP Banque)
- La Caisse a inauguré, en 2011, une nouvelle phase de diversification de son offre suite à la décision des Pouvoirs Publics de lui déléguer la gestion d'un Fonds de Garantie dédié à la couverture des financements agricoles
- **Missions et Activités du CGCI :**
- La Caisse a pour objet de garantir aux banques et aux établissements de crédit les risques de défaillance de remboursement des crédits d'investissement dont la durée est inférieure ou égale à 7 ans
- Le niveau maximum des crédits éligibles à la garantie de la CGCI est fixé à 350 millions DA
- La limite de la garantie est fixée à 250 millions DA pondérée à 80% pour les crédits octroyés au titre du financement des projets d'investissement portant sur la création et de 60% lorsqu'il s'agit d'un crédit accordé à une PME en développement (extension, renouvellement des équipements) tel que spécifié à l'article 13 du Décret Présidentiel N°04-134 du 19 Avril 2004

Section 03 : Accompagnement des jeunes à l'entrepreneuriat en Algérie :

- **Le programme intervient sur les axes suivants:**

1-Plates-formes de services et concepts innovants favorisant le leadership et l'entrepreneuriat :

- Il est prévu de mettre en œuvre et d'expérimenter des mécanismes innovants au niveau des organisations pilotes (par exemple : couveuses, incubateurs, pépinières d'entreprises, régies de quartier, etc.)
- Par ailleurs, le programme vise l'identification et la mise en place d'actions pilote
- Favorisant la prise d'initiative, le leadership et l'entrepreneuriat des jeunes à travers des clubs d'entrepreneurs, des ateliers de concertation, etc.

2-Renforcement des capacités des acteurs en entrepreneuriat :

Le programme est fondé sur :

- La conception et la diffusion d'un guide spécifique de l'entrepreneuriat

- La sensibilisation des jeunes à créer des activités et/ou des entreprises notamment dans les secteurs d'activités potentiellement porteurs et créateurs d'emplois dans le secteur de l'économie sociale et solidaire

3-Accompagnement des jeunes promoteurs dans leur parcours de création (business plan) et dans leur phase de démarrage et de développement (suivi post création):

- A travers des cycles de formations dispensées en vue du renforcement des compétences en entrepreneuriat depuis l'idée du projet jusqu'à sa mise en œuvre activité, de la formation de formateurs en entrepreneuriat

4- Développement de l'esprit entrepreneurial dans les cursus éducatifs:

- Le programme vise le développement de l'esprit entrepreneurial dans les cursus éducatifs et formatifs (primaire, moyen, formation professionnelle, enseignement supérieur formation continue), à travers l'organisation de modules de sensibilisation et d'enseignement à l'esprit entrepreneurial

5- Voyages d'études « Entrepreneuriat » :

- ce programme permettre aux acteurs concernés par la mise en place des plates-formes de services expérimentées dans les domaines du leadership et de l'entrepreneuriat, d'observer certains dispositifs et outils existants dans des contextes européens et ainsi mieux appréhender leurs outils et leurs modes de fonctionnement. Cette action devra permettre le développement des réseaux et des partenariats basés sur les échanges de pratiques et d'expériences entre les acteurs.

6-Actions et outils d'information et de sensibilisation sur le Leadership et sensibilisation sur le leadership et l'Entrepreneuriat :

- Il est prévu le lancement d'un site portail internet dédié à la promotion de la création d'activités et d'entreprises.
- Des événements régionaux et/ou nationaux (concours, manifestations thématiques) autour de l'entrepreneuriat et du leadership des jeunes seront organisés par le programme.

Section 04 : Le rôle des dispositifs d'aides et d'accompagnement à la création d'entreprise

Son rôle consiste essentiellement à :

- **Cultiver l'audace d'entreprendre :** Dans ce contexte, ces organismes rassemblent régulièrement les jeunes leaders pour partager des réflexions et établir des propositions notamment sur des domaines innovants. A travers cette démarche, ces derniers souhaitent stimuler une nouvelle approche entrepreneuriale, plus consciente de ses responsabilités, plus ambitieuse, plus ouverte, plus équitable et plus collective

- **Soutenir l'audace d'entreprendre** : ces organismes offrent une plateforme de solutions et de services pour soutenir les jeunes dans les phases de développement sensibles de leurs entreprises pour dépasser les difficultés et avancer
- **Allier l'audace d'entreprendre** : Ces dispositifs rassemblent tous les jeunes entrepreneurs algériens, pour réussir collectivement à bâtir une économie algérienne forte et diversifiée

Conclusion :

- les différents dispositifs sont mis en place par l'Etat Algérienne, dans le but d'encourager et faciliter l'entrée des jeunes au domaine entrepreneuriale, et le rôle qu'il joue dans la création d'emploi pour les jeunes diplômés pour lutter contre le chômage et aussi pour enrichir le tissu économique par la création des entreprises

Bibliographie :

Ouvrage :

- KIZABA. G ; « Entrepreneuriat & accompagnement, outils actions et paradigmes nouveaux » Ed Le Harmattan, Paris, 2008
- MADAOUL.M « les nouvelle figures de l'entrepreneuriat en Algérie : un essai de typologie» cahier du CREAD, 2008
- Verstraete T, «Histoire d'entreprendre, les réalités de l'entrepreneuriat » Ed. EMS, 2000

Thèses et mémoires :

- TOUNES, « l'intention entrepreneuriale -une recherche comparative entre des étudiants en DESS CAAE ». Thèse de doctorat en science de gestion, université de Rouen, France, 2003.

Revue et articles :

- Christian Bruyat. « Création Entreprise : Contributions épistémologiques et modélisation ».Gestion et management .Université pierre Mendés-France – Grenoble, 1993

Textes législatifs et réglementaire :

- Le décret exécutif N°90-143 du 22/05/1990 portant Dispositif d'Insertion Professionnelle des Jeunes

Sites web :

- Algérie presse service – www.aps.dz
- www.anade.dz
- www.cnac.dz
- www.angem.dz

